

**La mer Blanche du point de vue turc ; ou en quoi la Turquie est-elle aussi méditerranéenne ? IN :  
Hérodote, Paris, N°90, 1998, pp. 163-177.**

J.-F. Pérouse, géographe, diplômé de l'INALCO, Université de Toulouse-II

La question brûlante de Chypre, comme celle du sandjak d'Alexandrette (toujours revendiqué par la Syrie) ou celle de l'axe américano-turco-israélien en formation (comme en témoignent les manœuvres maritimes conjointes -et controversées dans la région- qui se sont déroulées en janvier 1998) sont des indices de la place prise, *de facto* (et parfois par la force), par la Turquie en Méditerranée. Pour les Turcs, la Méditerranée c'est "la mer Blanche" (*Akdeniz*), autrement dit le flanc sud de l'Anatolie. On sait en effet que dans les langues turques anciennes les points cardinaux étaient désignés par des couleurs (d'où la mer Noire, aussi). La Méditerranée turque a donc une extension limitée : elle doit être distinguée de la mer Égée, et de la mer de Marmara. Les manuels turcs de géographie décrivent donc une côte méditerranéenne de 1577 km -sur les 8333 km de côte que compte le pays (Doganay, 1997, p.100)-, qui s'étire à l'ouest du fleuve Dalaman<sup>i</sup>, au droit de Rhodes, à la frontière syrienne, à l'est. En outre, s'il existe une région administrative "Méditerranée" (qui comprend cinq départements<sup>ii</sup> sur près de quatre-vingt pour toute la Turquie) celle-ci est trop étroite et arbitrairement définie.

Ceci posé, il s'agit de voir dans quelle mesure l'idée courante (voire le cliché vivace) selon laquelle les Turcs ne sont pas des *Méditerranéens*, alors même que, dorénavant, la Turquie est (avec l'Égypte) le pays le plus peuplé de l'ensemble du pourtour de la Méditerranée, est infondée et souvent idéologiquement connotée. Dans quelle mesure donc dénier à la Turquie, parfois obstinément, cette *méditerranéité*, dans une appréciation très essentialiste et culturaliste d'ailleurs, ne conduit pas à nier des bouleversements récents qui ont affecté le territoire turc? Par ailleurs, dans quelle mesure le point de vue turc sur la Méditerranée est infléchi par l'appartenance de ce pays à l'OTAN, au Conseil de l'Europe (depuis 1949) et par le fait que la Turquie est économiquement très liée à l'Union européenne? N'est-il pas aussi conditionné par la communauté d'histoire (et de culture, au sens large) qui lie la Turquie aux pays riverains de la rive sud et est? Enfin, en quel sens ce point de vue n'a-t-il pas *fortement évolué* depuis quelques années, sous le coup de *mutations internes* de l'espace turc? En somme, l'idée de Méditerranée est-elle une importation récente en Turquie? A-t-elle une pertinence? Quelle est sa consistance et quelles sont ses résonances actuellement?

Signalons enfin que les sources ici privilégiées ont été la presse turque, les déclarations de membres de l'État Major et du gouvernement turc, ainsi que les ouvrages turcs de géographie et de géopolitique... reflétant tous le *point de vue dominant sur la Méditerranée*.

**D) Une périphérie de l'Anatolie, maintenant investie?**

*A) La Méditerranée, un monde étranger à la nation turque?*

Quand on considère les étapes de la formation du territoire actuel de la République turque -existant nommément depuis octobre 1923-, on peut dire que la Méditerranée ne fut au départ qu'une périphérie incertaine. Celle-ci en effet, ne fut que tardivement (à l'échelle de la "guerre d'indépendance" de 1919-1922) intégrée et gagnée sur les "puissances occupantes", à savoir, aux termes du traité de Sèvres (août 1920), l'Italie, la Grèce et la France. Aussi, la réaction nationaliste turque fut-elle plus conduite à partir de la mer Noire (débarquement de Mustafa Kemal à Samsun le 19 mai 1919), puis à partir d'Ankara, où s'établit un gouvernement provisoire de libération en avril 1920, qu'à partir des marges méditerranéennes. De ce fait, l'imaginaire nationaliste turc puise davantage dans les horizons balkaniques, russes (Volga), pontiques, transcaucasiens, voire centre-asiatiques (pour alimenter le discours des origines) que proprement méditerranéens. C'est en outre sur la Méditerranée qu'en 1939 les frontières de la Turquie ont été modifiées -seul remaniement important depuis 1923-, avec l'annexion du sandjak d'Alexandrette (désormais appelé Hatay), arraché par la France mandataire à la Syrie. La Méditerranée est donc à certains égards une frontière neuve pour la Turquie.

De plus, le littoral méditerranéen est physiquement "coupé" du plateau anatolien -cœur ardent de la nation turque- par le bourrelet des chaînes du Taurus qui contribuent à l'isoler, voire à l'extravertir. Du fait de ces obstacles, Antalya, par exemple, est la seule parmi les très grandes agglomérations turques, à ne pas être desservie par le chemin de fer. Si Adana l'est (grâce aux sociétés allemandes du tout début du XX<sup>e</sup>), le passage par les "portes de Cilicie" demeure épique (réminiscences alexandrines...) et difficile. Également, hormis à l'extrême est, la connexion du littoral sud au réseau routier et autoroutier national n'est pas non plus

bien assurée.

*B) Des côtes méditerranéennes de plus en plus peuplées et attractives*

Cependant, l'appropriation de la Méditerranée par les Turcs va se réaliser, de fait, par un double processus qui semble s'intensifier depuis 20 ans : peuplement et urbanisation, d'une part, développement de l'économie et du bâti touristiques, d'autre part. On peut parler d'une *méditerranéisation* de la population turque : les départements méditerranéens (tab.1) affichant les taux annuels de croissance les plus élevés entre les deux derniers recensements (1990-1997), si l'on met à part les départements métropolitains (d'Istanbul, Izmir, Ankara et leurs marges immédiates) et certains départements kurdes (comme Mardin). Antalya, par exemple, affiche durant la décennie 1990 un taux de croissance annuel de 2,9%, bien supérieur à la moyenne nationale (autour de 2%). Les migrations intérieures participent activement à ce glissement de la population turque vers la Méditerranée, notamment les migrations kurdes, en partie polarisées par les départements d'Adana<sup>iii</sup> et d'İçel (Mersin) situés sur la portion orientale de la côte méditerranéenne turque.

Tableau n°1 : la population des départements turcs méditerranéens (1990-1997)\*

Nom des départements	Population en 1990	En 1997
Muğla	562000	610000
Antalya	1132211	1330484
İçel	1266000	1550000
Adana	1934907	(2363256)**
Osmaniye	-	428349
Hatay	1093691	1219847
Total	5988809	7073587

\*Selon notre définition de la côte méditerranéenne turque, qui excède la définition administrative (qui n'inclut pas Muğla).

\*\*Ce chiffre est obtenu en ne tenant pas compte de la création du nouveau département d'Osmaniye, jusqu'en 1995 simple arrondissement du département d'Adana.

Source : Recensement Général de la Population Turque pour 1990 et premières estimations pour 1997 (*Milliyet*, Istanbul, 5/12/1997, p. 1 et *Hürriyet*, 4/12/1997, p. 19).

En parallèle, les côtes méditerranéennes sont devenues (depuis le début des années 1980, marquées par l'essor du tourisme en Turquie, à l'instigation de la Banque Mondiale) un haut lieu du tourisme international et national. Ce qui a eu pour effet d'attirer l'attention (intéressée) des investisseurs nationaux et internationaux, comme des classes favorisées turques, sur ces marges méditerranéennes. La Turquie est désormais le "Pays Tiers Méditerranéen" le plus attractif ; elle aurait accueilli en 1997 près de 10 millions de touristes étrangers, en majorité russes et ouest-européens. Ce qui la place en Méditerranée loin devant la Tunisie, l'Égypte, le Maroc ou Israël. Le tourisme intérieur est plus difficilement comptabilisable ; la construction de résidences secondaires, sous formes d'immeubles regroupés en "cités" ou "villages d'été", atteste néanmoins de la massivité du phénomène. Hauts-fonctionnaires et hommes d'affaires anatoliens (d'Ankara par exemple) ont désormais tous leur appartement, voire leur villa, sur les côtes sud. Conformément à un mode occidental (ou perçu, imaginé comme tel) d'agrément, la bureaucratie turque (militaires de carrière compris) se *méditerranéise*, temporairement, voire durablement (au moment de la retraite). Si les célèbres stations se partagent entre côte égéenne (Kushadasi, Tchechme) et côte méditerranéenne, Antalya fait figure de principal pôle touristique littoral turc, avec la plus forte concentration hôtelière du pays, étendue de Side à Kemer (plus de 100000 lits!).

Donc sous le double coup de la dynamique démographique et d'un développement économique centré sur le tourisme, le rôle et la valeur de la Méditerranée ont été transformés et ré-estimés à la hausse.

*C) La lente et difficile émergence d'un rapport patrimonial à la Méditerranée*

Cependant, le problème qui se pose au nationalisme turc -idéologie résolument fondatrice de tous les gouvernements jusqu'à ce jour-, c'est que les côtes méditerranéennes sont riches de vestiges d'un passé non-turc. Ces richesses semblent donc remettre en cause la légitimité de la présence turque, en renvoyant/référant davantage aux Grecs anciens, aux Romains, aux Byzantins ou aux Arméniens (en Cilicie) qu'aux Turcs. Et pourtant ils doivent être mis en valeur à des fins touristiques, pour ajouter l'indispensable supplément culturel au balnéaire dominant. L'UNESCO pousse à la valorisation de ces vestiges, mais celle-ci ne se fait pas sans

malaise encore. Car, s'il y a appropriation de fait des côtes méditerranéennes de la Turquie, l'appropriation culturelle n'est pas faite, car celle-ci supposerait l'acceptation de la dimension plurielle, composite du passé méditerranéen. Le tout nouveau "Institut de recherches sur les civilisations méditerranéennes", ouvert en 1997 au cœur de la vieille ville d'Antalya (avec un soutien financier du holding Koç), illustre bien cette difficile relation à la pluralité méditerranéenne. De fait, il n'a été créé que pour valoriser les vestiges seldjoukides (les premiers peuples turcs à avoir pénétré en Anatolie, au XI<sup>e</sup> s.) et ottomans ; ce qui constitue une étonnante réduction historique !

De même, si la valeur marchande et hédoniste de la Méditerranée est maintenant admise (et exaltée), seules quelques associations écologistes semblent souscrire à une perception plus patrimoniale et environnementaliste de la Méditerranée. Celle-ci commence seulement à apparaître comme un bien fragile, à protéger aussi, ne serait-ce que pour que les activités développées puissent perdurer. Face à l'urgence de préserver ce littoral (paysages et eaux) altéré, endommagé voire défiguré par une urbanisation le plus souvent incontrôlée, productrice d'effluents, une prise de conscience s'effectue, qui fonde un autre rapport à la Méditerranée, conçue comme un bien menacé, impliquant solidairement tous ses riverains (à une échelle dépassant la seule Turquie). L'action d'ONG internationales (Greenpeace) et locales (comme "SOS-Akdeniz"<sup>iv</sup>) est à cet égard déterminante dans l'affirmation d'une nouvelle vision de la Méditerranée. C'est ainsi qu'il avait été envisagé de construire la première centrale nucléaire turque sur les rives est de la Méditerranée, à Akkuyu, à proximité de Mersin (département d'İçel). Or le tremblement de terre qui a précisément affecté (fin juin 1998) la région a donné des arguments de poids aux adversaires de ce projet. Peu à peu donc, la Méditerranée voit sa valeur se redéfinir et se complexifier en Turquie : elle est redécouverte, reconstruite comme bien vulnérable et commun.

#### *D) Passé ottoman et réinvention de la Méditerranée*

Dans ce processus, la réappropriation du passé ottoman, avec lequel les fondateurs de la Turquie nouvelle et républicaine souhaitaient pourtant rompre radicalement -l'histoire officielle turque parle avec insistance de la révolution (*devrim, inkılap*) kemaliste- joue un rôle ambigu. Dans une certaine mesure en effet, à l'apogée de l'Empire ottoman (au XVI<sup>e</sup>s.), la Méditerranée orientale et méridionale a été un "lac ottoman" : la conquête de la Syrie et de l'Égypte (1516-1517), l'occupation d'Alger (1516), la prise de Rhodes (1522), puis celle de Chypre (1571, avant celle de la Crète en 1669), malgré Lépante, sont les indices les plus frappants de cette *méditerranéisation* de l'Empire. Mais ottoman ne signifie pas turc : les marins de l'Empire sont albanais, levantins, voire latins ou grecs (opportunément) convertis. A partir du début du XIX<sup>e</sup> s. l'Empire se *déméditerranéise*. L'indépendance de la Grèce (1821), l'abandon de Chypre aux Anglais (1878), puis de l'Égypte (1882), la perte de la Tripolitaine (1911), de la Crète et de l'Albanie (1912), la "trahison arabe" (le soulèvement de 1916) puis l'abandon de Rhodes (1918) scandent ce retrait. Pour les opposants ottomans, Méditerranée signifie même exil, éloignement d'Istanbul et du centre : Chypre et la Crète ont rempli encore au XIX<sup>e</sup> s. cette fonction. L'investissement de la Méditerranée auquel procède la Turquie pourrait donc s'appuyer sur l'évocation des temps glorieux de l'Empire ottoman. Mais ce sont des références à double tranchant, en ce sens que la Méditerranée fut à la fois théâtre de triomphes et d'humiliations. Or la lecture du passé par une histoire nationale peut difficilement être nuancée et plurivoque.

## **II) Les évolutions externes : la Méditerranée entre sensibilité stratégique et promesses économiques**

### *A) La Turquie, nouvelle gardienne de la Méditerranée orientale?*

Sur le flanc Sud de l'OTAN, le rôle dévolu à la Turquie par ses bailleurs de fonds et pourvoyeurs d'aide militaire paraît déterminant. Le dernier avatar de cette "mission" est la "fonction pivot" confiée à la Turquie dans le cadre du dialogue OTAN/Sud de la Méditerranée initié à la fin de l'année 1994 par l'OTAN (à laquelle appartient formellement la Turquie depuis le 18 février 1952), l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) : c'est le "Partenariat Euro-Méditerranéen", "concept" très rapidement intégré par les militaires turcs (Aliboni, 1998). Le rapprochement militaire avec Israël, la Jordanie (voire l'Égypte) confirme bien cette fonction d'allié privilégié des États-Unis à l'est de la Méditerranée, en dépit des fluctuations politiques au pouvoir à Ankara<sup>v</sup>. De même, la flotte turque a fidèlement participé aux opérations de l'OTAN en Adriatique durant la guerre en ex-Yougoslavie, sans que le pouvoir turc ne manifeste le moindre néo-ottomanisme.

Pour autant, la Turquie -et les gouvernements successifs s'en sont à plusieurs reprises plaints ; toujours ce complexe turc de la non-prise en compte par les Grands- n'a joué aucun rôle dans la gestion internationale du "processus de paix" en Palestine. On peut même dire qu'elle en a été exclue dès le début, c'est-à-dire dès la première conférence internationale de Madrid (qui s'est tenue du 30 octobre au 1er novembre 1991), alors même que la Turquie avait été un acteur (passif) de la Guerre du Golfe finissante, au sein de la coalition

victorieuse. Aspirant au rôle de puissance régionale, au moment où l'URSS s'effondre, la Turquie n'a pas intégré le jeu des garants de la stabilité en Méditerranée orientale. Il est vrai que le contentieux de Chypre (partiellement occupée par l'armée turque depuis juillet 1974) ne la plaçait pas dans une position d'arbitre crédible... Proie facile (à moins de 70 km des côtes turques... et à plus de 600 km à vol d'oiseau d'Athènes) Chypre a permis à la Turquie de s'assurer une profondeur en Méditerranée orientale, non loin d'une Syrie qui continue à revendiquer le Hatay ("perdu" en 1939), sans en faire un sujet de mobilisation nationale comme le Golan annexé.

*B) Les voies d'une présence élargie et renouvelée en Méditerranée non européenne*

Si sur le plan diplomatique et militaire la Turquie ne tient pas en Méditerranée orientale le rôle que sa situation et son poids démographique pourraient justifier, sur le plan économique, en revanche, des opportunités se font jour. En effet, à l'échelle de la Méditerranée orientale, la Turquie fait figure de pourvoyeur potentiel en eau, main-d'œuvre et services. En retour, elle peut polariser des capitaux. Souvent présentée comme le "château d'eau du Proche et Moyen-Orient" (grâce à son potentiel de l'est anatolien, où Tigre et Euphrate prennent leur source), la Turquie, consciente de l'importance de ses ressources dans un contexte régional de rareté, souhaiterait transformer cet atout en pouvoir à la fois économique et diplomatique. C'est dans ce sens qu'à la fin des années 1980 le président turc Turgut ÖZAL avait proposé la construction d'un "aqueduc de la paix" qui aurait permis un transfert massif d'eau potable des deux fleuves de Cilicie (le Ceyhan et le Seyhan), vers la Péninsule arabique, *via* le Levant. Craignant que la Turquie n'utilise cet aqueduc comme un moyen de pression voire de soumission, les pays du Machrek n'ont pas donné suite à ce projet. Pourtant, à défaut de projet global impliquant l'ensemble des riverains de la Méditerranée orientale, des accords unilatéraux pour la fourniture d'eau (notamment à partir des sources karstiques de Manavgat, à l'est d'Antalya) sont envisagés avec Israël, et avec la "République Turque de Chypre Nord". Dans les deux cas, le transport par bateau -bateau citerne ou boudins plastiques remorqués en convoi- paraît préféré.

Pour ce qui est des mobilités de main-d'œuvre, si la Libye a pu apparaître comme une destination de substitution au milieu des années soixante-dix -alors que les portes européennes se fermaient pour les travailleurs-, l'illusion n'a guère duré. En effet, l'émigration de travailleurs turcs vers la Libye est une émigration contractuelle (à durée très limitée) étroitement liée à l'implantation des entreprises turques (surtout du secteur "bâtiment et du génie civil"). Que celles-ci cessent leur activité en Libye -pour cause de concurrence sud-coréenne ou d'impayés accumulés par leur client-, celle-là s'interrompt aussitôt. Parallèlement -sans pouvoir quantifier ces flux-, on peut signaler que des filières, légales et illégales, d'émigration de travailleurs turcs vers Israël se sont constituées récemment, pour occuper la place vide laissée par la main-d'œuvre arabe.

Dans cette perspective, on note que depuis trois ans les flux commerciaux formels et informels entre la Turquie et les pays du Sud de la Méditerranée (surtout ceux du "Petit Maghreb") s'intensifient (Peraldi, 1988). Alors que l'accès aux marchés européens se ferme, la Turquie apparaît comme une place commerciale de substitution aux Algériens et Tunisiens qui s'approvisionnaient jusque-là en France ou en Italie. Inversement, le nombre d'entrepreneurs turcs opérant en Tunisie et en Algérie s'est considérablement accru. De grandes holdings turques (comme Koç, pour la grande distribution) ont désormais pignon sur rue en Algérie ; et plusieurs sociétés hôtelières et touristiques (notamment pour la thalassothérapie) turques sont influentes en Tunisie<sup>vi</sup>. Ainsi par le sud, malgré le faible degré de complémentarité des économies -la Turquie et la Tunisie sont sur des créneaux équivalents : textile, tourisme héliobalnéaire, agrumiculture-, la Turquie prend sa place dans les échanges intra-méditerranéens (tab.2).

Tableau n°2 : Les échanges commerciaux entre la Tunisie et la Turquie (1986-1997)

Année	Exportations turques vers la Tunisie (en milliers de US.\$)	Importations turques de Tunisie (en milliers de US.\$)	Volume total (en milliers de tonnes)
1986	3589	28856	42445
1987	11457	52197	63654
1988	62135	39146	101281
1989	44776	14186	58965
1990	39756	29637	69393

1991	53661	20685	74346
1992	48509	30755	79264
1993	55540	61909	117449
1994	74307	50737	125044
1995	79346	46334	125680
1996	94402	49892	144294
1997	119946	99729	179675

Source : *Nokta*, Istanbul, 23 mai 1998, p. 50

D'une certaine façon, les entreprises turques voudraient compter parmi les acteurs les plus agissants de la libéralisation et de l'intensification du commerce intra-méditerranéen : la première grande "foire turque des expositions", organisée à Fès en septembre 1997 en est un des signes. Elle contribua à mieux faire connaître des sociétés turques "conquérantes" dans des secteurs diversifiés (verrerie, travaux publics, appareils ménagers et textile).

### *C) La Méditerranée, chemin obligé vers l'Europe?*

Enfin, s'il est un facteur qui agit dans le sens d'un investissement de la Méditerranée par la Turquie, c'est bien la polarité européenne, qui agit puissamment. La Turquie a en effet depuis 1981 (date de l'adhésion de la Grèce à la CEE) une frontière directe avec l'Europe, terrestre pour une partie, égéenne et méditerranéenne, pour l'autre. Les Afghans, Pakistanais, Bangladeshis, Tamouls, Irakiens et Kurdes -nouveaux *boat people* de la Méditerranée, périodiquement arrêtés par les gardes-côtes et marins turcs-, qui transitent par la Turquie, "objectif Europe", ne le savent que trop. L'afflux de Kurdes irakiens et turcs, depuis deux ans (avec une pointe médiatisée, à la fin de l'année 1997), par bateau de fortune, sur les côtes italiennes est un autre indice de la façon dont la Méditerranée est perçue et vécue en Turquie (antichambre liquide de l'Europe).

Il semble, à bien des égards, que la Méditerranée fasse figure de vecteur privilégié et obligé entre la Turquie et l'Union européenne (et plus largement entre la Turquie et le monde riche). L'Union européenne (UE) -à laquelle la Turquie est dorénavant liée par un accord d'union douanière effectif depuis le 1er janvier 1996- est en effet le premier partenaire commercial de la Turquie (la moitié de ses ventes et de ses achats est réalisée avec l'UE). Même si la Turquie, qui aspire officiellement à intégrer l'Europe depuis 1963, s'est vue opposer deux refus -en décembre 1989, à la suite de la demande officielle d'intégration déposée en 1987, puis en décembre 1997 au sommet du Luxembourg, au cours duquel elle ne fut pas jugée apte à compter parmi les pays invités au prochain élargissement de l'Union-, ses liens à l'Europe sont forts (et irréversibles). A l'inverse, pour les quelques trois millions de ressortissants turcs qui vivent en Europe (entendu ici au sens large), la Méditerranée est devenue -et l'ouverture depuis 1996 de liaisons régulières *tout au long de l'année*, entre Izmir et Venise, paraît le confirmer<sup>vii</sup>- une des voies "naturelles" empruntées lors des allers et retours entre pays d'origine et pays d'émigration. A ce titre la Méditerranée fait trait d'union ; elle est éprouvée comme bien commun unissant l'ensemble des riverains.

Quoi qu'il en soit, les relations avec l'Europe -flux commerciaux ou mobilités et migrations de personnes- contribuent à modifier la représentation que les Turcs se font de la Méditerranée. De fait, depuis la conférence de Barcelone (en novembre 1975), les Turcs s'efforcent d'intégrer la vision patrimoniale que se font les Européens de la Méditerranée. Les gouvernements successifs ont compris que pour pouvoir être considérés comme européens, les Turcs devaient s'employer à être méditerranéens, c'est-à-dire à jouer le jeu du dialogue euro-méditerranéen, en trouvant une voix dans le concert des riverains de la Méditerranée. Autrement dit, c'est en assumant et en exaltant sa part (*de facto*) de méditerranéité et en admettant le principe d'une collaboration entre riverains pour la préservation de ce "bien commun" qu'est la Méditerranée que la Turquie pourra davantage prétendre à l'européanité. La Turquie est bien désormais un champion zélé (et intéressé?) du dialogue euro-méditerranéen : elle a montré au dernier sommet de Palerme (3 et 4 juin 1998) combien sa crédibilité européenne était subordonnée à sa crédibilité méditerranéenne. Mais cette vocation européenne paraît encore bien empruntée (le discours des promoteurs du dialogue et du développement euro-méditerranéens est le plus souvent reproduit tel quel par les dirigeants turcs) et circonstancielle.

Néanmoins, les ports méditerranéens (au sens restrictif, qui exclut les ports égéens) de Turquie ne sont pas les plus actifs. Mersin est le plus important, mais il réalise une bonne part de son trafic avec Chypre : ce n'est donc pas une porte ouverte sur l'ensemble de la Méditerranée orientale, en dépit de la zone commerciale

franche qui y a été aménagée. Quant aux ports du golfe d'Iskenderun (Alexandrette) à l'est -Yumurtalik, Dörtyol et Iskenderun-, ce sont essentiellement des ports d'exportation ou d'importation du pétrole, de l'acier et de minerais. Yumurtalik est situé à la tête de l'oléoduc qui conduit à Kirikkale (à l'est d'Ankara, au cœur de l'Anatolie), où se trouve la grosse raffinerie "Anatolie". Le port de Dörtyol, lui, est au débouché de l'oléoduc en provenance des petits gisements de Batman (Kurdistan turc) et des gisements du Nord de l'Irak (Kirkouk) : son trafic est donc tributaire de la situation en Irak du nord et de l'état des relations entre la Turquie et l'Irak. En outre, le port commercial d'Antalya, qui vient d'être aménagé à grands frais à l'ouest du vieux port (maintenant réservé aux usages touristiques), n'a pour l'instant pas un rayonnement très important<sup>viii</sup>. Son difficile essor est largement dû à l'absence d'arrière-pays aisément desservi. Les difficultés dans la passation actuelle de sa gestion au secteur privé semblent révélatrices de la situation délicate du port. Enfin Antioche/Samandag, qui fut jadis le débouché "naturel" d'Alep, ne joue plus de rôle du fait de l'avancée de la côte et des redéfinitions récentes de frontières qui ont pour effet de priver Samandag de tout arrière-pays. En d'autres termes, l'interface entre l'économie-monde et l'économie turque ne s'opère que partiellement sur la façade méditerranéenne de la Turquie.

### **Conclusion : une appartenance méditerranéenne (ré)inventée et fragile?**

On peut en conséquence affirmer que la Méditerranée a fait l'objet d'une (ré)appropriation incontestable et massive (voire brutale) par les populations de Turquie. Ses rives sont de plus en plus habitées et la Méditerranée est un "produit" que dorénavant l'on vend et l'on consomme activement en Turquie. Pour autant, la Méditerranée n'est qu'un des horizons du territoire turc, parmi d'autres (pontique, balkanique, trans-caucasien, centre-asiatique). Mais c'est un horizon qui prend depuis quelques années de nouvelles dimensions, sous le coup d'évolutions internes et externes pressantes, qu'on ne saurait nier -sauf à verser dans un essentialisme an-historique et raciste qui prétendrait que les Turcs ne sont définitivement pas des Méditerranéens (et ne peuvent en aucun cas le devenir). Dès lors, le point de vue turc sur la Méditerranée est donc généralement opportuniste, pragmatique et très influencé par le discours des instances européennes ou de certaines instances internationales. Devenue lieu de consommation, voire de prédation, producteur de rentes, la Méditerranée s'affirme aussi, à une autre échelle, comme un espace à nécessairement partager, en tant qu'il ne peut faire l'objet d'une appropriation exclusive, sauf réduction historique indéfendable. De ce fait, s'il se sent historiquement étranger à cette Méditerranée, le nationalisme turc, encore jaloux et susceptible, est défié et mis à mal par elle. Gageons que le pragmatisme l'emportera et que la Méditerranée deviendra pour la Turquie un moteur de son ouverture à l'Europe. Le poète Nazım Hikmet ne voyait-il pas l'Anatolie comme une "tête de jugement étirée vers la Méditerranée" ; celle-ci étant comme l'aboutissement de la migration des peuples turcs vers l'ouest et vers la civilisation?

- AHNISH Faraj A. (1993), *The International Law of Maritime Boundaries and the Practice of States in the Mediterranean Sea*, Oxford : Clarendon Press, 415 p.
- ALIBONI R. (1998), "Confidence-Building, Conflict Prevention and Arms Control in the Euro-Mediterranean Partnership", *Perceptions*, Ankara, pp.73-86.
- ANONYME (1991), "Les ports, lieux de contact". *Newspot*, 4/07/1991, n°11-91-27, pp. 6-8.
- ANTOINE S. (1993), "18 pays riverains dans un même bateau? Le souci de l'environnement et du développement durable, "La Méditerranée Assassinée", *Peuples Méditerranéens* n°62-63, pp. 255-277.
- BAGIS A.I. (dir.) (1992), *Actual situation and prospects of Turkey's bilateral relations with Israel. Potential and opportunities*, Ankara, Friedrich-Nauman Foundation in Turkey (7 contributions).
- BAKIS, M.A. (1993), *Türkische Nahostpolitik seit der Zweiten Weltkrieg. Ein Beitrag zur türkischen Aussenpolitik (1945-1991)*, Berlin, Peter Lang Verlag, coll. "Ethnien, Regionen, Konflikte", n°5.
- BAZIN M. (1996), "La protection de l'environnement, enjeu régional pour la Méditerranée orientale?", *In : THOBIE J., PEREZ, R. et alii* (coord.) (1996), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Varia Turcica XXVIII, IFEA (Istanbul), L'Harmattan (Paris), pp. 27-32.
- BEAUGÉ G. (1993), "Les entreprises turques au Moyen-Orient arabe", *In : PICARD E.* (sous la dir.) (1993), *Nouvelle dynamique au Moyen-Orient. Les relations entre l'Orient Arabe et la Turquie*, pp. 97-102.
- BENSIDOUN I. & CHEVALIER A. (1996), *Europe-Méditerranée : le pari de l'ouverture*. Paris, Economica, "CEPII", 176 p.
- BESCHORNER N. (1992) "Le rôle de l'eau dans la politique régionale de la Turquie", *Monde arabe/Maghreb-Machrek*, n°138, "La question de l'eau au Proche-Orient" pp. 48-63.

- BIRAND M.A. (1991), *Shirts of Steel. An Anatomy of the Turkish Armed Forces*, Londres, I.B. Tauris & Co. Ltd.
- BRUMMETT P. (1994), *Ottoman Seaopower and Levantine Diplomacy in the Age of Discovery*, New York, State of New York University Press, SUNY (Series in the Social and Economic history of the Middle East), 285 p.
- BOZKURT M. (1995), *Die Beziehung der Türkei zur Europäischen Union*, Berlin, P. Lang.
- CHENAL A. (1995), "La Turquie et le monde arabe", In : BILLION, D. (sous la dir.)1995 : *Le rôle stratégique de la Turquie*, Paris, IRIS, 141 p. pp.65-80.
- COPEAUX E. (1993), "La coscienza geopolitica turca attraverso le carte storiche", *Limes*, Rivista italiana di Geopolitica, Rome, n°4, pp.249-259.
- COUTAU-BERAGIE, H. (1987), "Mare Nostrum : esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée", *Hérodote*, n°45, pp.31-60.
- DOGANAY H. (1997), *Géographie humaine de la Turquie*, Ankara, Ministère de l'Éducation Nationale, série "éducation", 539 p. (1ère éd.1995) (en turc)
- DUVEOU P. (1954), *La passion de la Cilicie, 1919-1922*. Paris, P. Geuthner (1ère éd. : 1938).
- FULLER G.E. LESSER, I.O.(1993)*Turkey's new Geopolitics. From Balkan to Western China*, Oxford, Westview Press.
- GENTELLE P. (1995), "A propos de la Méditerranée : de la géo- à la néographie", *L'Espace Géographique*, n°3, pp. 203-208.
- GROC G. (1988), "La Turquie et l'option atlantique", *Revue d'Études du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 50/4, Aix-en-Provence, pp. 183-197.
- ILKIN S. (1993), "Les relations financières, commerciales et économiques de la Turquie avec les pays arabes", In : PICARD E. (1993), *Nouvelle dynamique au Moyen-Orient. Les relations entre l'Orient Arabe et la Turquie*, Paris, L'Harmattan, pp.78-96.
- "Jeter les bases d'un dialogue euro-méditerranéen", *Arabies*, juillet-août 1995, pp. 30-31.
- KALEGASI B. (1994), "Les relations entre la Turquie et l'Union européenne", *Ayna*, Istanbul, n°3-4, pp.19-22.
- KANCAL S. (1997), "La Turquie méditerranéenne : affirmation régionale et ouverture internationale", communication au colloque d'Antalya, septembre 1997, non publiée.
- KARAOSMANOGLU A. (1985), "La région sud-est de l'OTAN", *Revue Internationale de Défense*, 10/1985, 1569-1576.
- KITSIKIS D. (1996), *L'Empire turco-grec*, Istanbul, İletişim (en turc).
- KODMANI-DARWISH B., CHARTOUNI-DUBARRY M. (1994), *Perceptions de sécurité et stratégies nationales au Moyen-Orient*, Paris, Masson-IFRI (cf. chap.4, pp.119-134).
- MOORE C.H. (1993), "L'ouverture turque aux capitaux de l'islam", In : PICARD E. (1993) ... , pp. 103-123.
- ORFEI G. (1993), "Kastelôrizo, enclave marittima fra due continenti", *Limes*, n°4, pp. 261-262.
- OULD AOUDIA J. (1996), "Enjeux économiques de la politique euro-méditerranéenne", *Monde Arabe Maghreb-Machrek*, n°153, pp.24-44.
- PERALDI M. (1998), "Les Arabes de Lâleli", *Lettre d'Information* n°14, Observatoire Urbain d'Istanbul, Istanbul, Institut Français d'Études Anatoliennes, juin 1998.
- PEROUSE J.-F. (1995), "La population turque en 1994 : dynamiques, perspectives et tensions", *Méditerranée*, 1995, n°1-2, pp. 71-80.
- PICARD E. (sous la dir.) (1993), *Nouvelle dynamique au Moyen-Orient. Les relations entre l'Orient Arabe et la Turquie*, Paris, L'Harmattan, 214 p.
- SANGUINETTI A. (1982), "L'intérêt stratégique de la Méditerranée", *Peuples Méditerranéens*, n°19, avril-juin 1982, pp.33-38.
- Stratégies en Méditerranée*. Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1995. 108 p.
- THOBIE J., PEREZ R., KANCAL S. (coord.) (1996) *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Varia Turcica XXVIII, IFEA (Istanbul), L'Harmattan (Paris), 490 p.
- VERGIN N. (1996), "Présence et identité de la Turquie en Méditerranée orientale", In : THOBIE, J., PEREZ, R. & KANCAL, S. (coord.), 1996 : *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Varia Turcica XXVIII, IFEA (Istanbul), L'Harmattan (Paris), pp. 19-26.
- VILLEPIN X., PENNE G., de LA MALENE C. « Les tentations de la Turquie », *Les rapports du Sénat*, n°292, 1995-96, Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 50 p.
- YERASIMOS S., ARTUNKAL, T. (1983) « La Turquie : permanences géopolitiques et stratégies nouvelles vers le Proche- et le Moyen-Orient », *Hérodote*, n°29-30, pp. 253-281.
- YERASIMOS S. (1984) "Le conflit de la mer Égée", *Hérodote*, n°32 ("Géopolitiques de la mer"), 123-143.

-YERASIMOS S (1988), "Le Sandjak d'Alexandrette : formation et intégration d'un territoire", *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* Aix-en-Provence, n°48-49, pp. 198-212.

-ZORGBIBE C. (1997), *La Méditerranée sans les grands?* , Paris, PUF, coll. "Quadrige", 210 p. (1ère éd. 1980)

---

<sup>i</sup>Pour notre part, on prolongera la côte méditerranéenne plus à l'ouest, jusqu'à l'extrémité de la péninsule de Reşadiye, pour inclure le département de Mugla (et la grande station touristique de Marmaris).

<sup>ii</sup>Représentant néanmoins plus de 10% du total de la population turque!

<sup>iii</sup>Le tremblement de terre du 27 juin 1998 a d'ailleurs indirectement attiré l'attention sur ce phénomène dans la mesure où ce sont des immeubles construits rapidement (sans aucun respect des normes antisismiques), pour les migrants récents, à la périphérie d'Adana et de Ceyhan, qui ont été le plus touchés.

<sup>iv</sup>Qui publie à Izmir une intéressante "revue d'écologie" (sic) dénommée "Pivert" (*Agaçkakan* ), depuis septembre 1992 (soit plus de trente numéros déjà), .

<sup>v</sup>On sait avec quelle (étonnante?) continuité -et ce, malgré les discours électoraux anti-sionistes-, le Premier ministre islamiste en 1997 a, sans broncher, "joué le jeu" de l'alliance avec Israël.

<sup>vi</sup>Ainsi, d'après des sources orales tunisiennes, c'est un entrepreneur turc (à la tête d'une société dénommée " Magic Life") qui vient de racheter l'hôtel Abou Nawas d'Hammamet.

<sup>vii</sup>La liaison estivale Ancône-Izmir est en service depuis 1985 et la liaison estivale Venise-Izmir, depuis 1986. Il existe aussi une liaison estivale Brindisi-Çeşme. L'opérateur principal est « l'Agence Maritime de Turquie (TDI).

<sup>viii</sup>En revanche, Antalya est doté d'un aéroport relativement important (le troisième par son trafic-passagers), qui vient d'être étendu, avec l'ouverture en avril 1998 d'un nouveau terminal pour les lignes extérieures.